

Le burkini enflamme une crique corse

France Interdit dans trois communes, il fait aussi l'objet de débats virulents.

Le burkini, cette tenue de bain qui recouvre tout le corps à l'exception du visage, n'a pas fini de faire des vagues. Lundi, c'est le maire de Sisco, un village du Cap Corse, qui a décidé d'en interdire le port sur les plages de sa commune. Deux arrêtés similaires ont été récemment pris en France : celui de la mairie de Cannes, validé par la justice samedi, et celui de Villeneuve-Loubet.

Ange-Pierre Vivoni venait de vivre un week-end particulièrement mouvementé avec la bagarre qui a éclaté entre des jeunes du coin et des familles bastiaises d'origine maghrébine. Une adolescente témoignera le lendemain, lors d'une manifestation devant la mairie de Bastia relayée par les réseaux sociaux. Lorsqu'elle et ses amis sont arrivés à la crique de Sisco, des femmes se baignaient en burkini. Un touriste a pris "en photo le paysage" et "les Maghrébins ont commencé à l'insulter". "Ensuite une femme dénudée qui se baignait s'est pris des cailloux", poursuit-elle. "Un ami à moi a pris une photo", "ils

sont arrivés et ont directement frappé". "On avait tous entre 15 et 18 ans et les personnes entre 40 et 50 ans." Trois hommes se seraient alors jetés sur un jeune de 18 ans à coups de hachette et de poing. Le père du garçon, arrivé sur les lieux, s'est fait tirer dessus au harpon. Cinq personnes ont été blessées et trois voitures incendiées, cent policiers et gendarmes ont été mobilisés pour ramener le calme.

"Un projet de société"

Dimanche, cinq cents personnes se sont rassemblées à Bastia dans une atmosphère tendue, avant de se diriger vers le quartier populaire de Lupino, où vit une forte communauté maghrébine. L'accès a dû être bloqué par les gendarmes. "Il ne peut pas y avoir une société fondée sur les rapports de force, le communautarisme, le rejet de l'autre, et cela vaut pour tout le monde", a réagi le président (nationaliste) du Conseil exécutif de Corse, Gilles Simeoni, sur France Info. Une Bastiaise d'origine maghrébine s'est exprimée plus directement sur Facebook à l'adresse des agresseurs : "Nos parents sont venus en Corse pour travailler très dure-

ment pour que nous puissions vivre dignement, sinon ils seraient restés au Maghreb. Alors pourquoi anéantir leurs rêves ? Vous nous faites honte !"

Au-delà de ce fait divers, le débat sur le port du burkini enflamme les réseaux sociaux, opposant les tenants d'une stricte laïcité dans l'espace public et les défenseurs des libertés. Ainsi aura-t-on pu lire sous la plume du journaliste Edwy Ple-

nel : "de même que je m'opposerai demain de toutes mes forces à un pouvoir qui obligerait les femmes à couvrir leur corps dans l'espace public, de même je m'oppose aujourd'hui à ce qu'on interdise sur les plages une tenue qui les couvre parce qu'elle serait liée à une religion".

Ou voir la question tweetée du philosophe Raphaël

Enthoven : "Les partisans du #burkini défendent-ils, au nom de la tolérance qu'ils invoquent, le port du string sur les plages saoudiennes ?" Ou entendre la ministre Laurence Rossignol sur Europe 1 : le burkini n'est "pas juste une nouvelle gamme de maillots de bain", c'est "un projet de société" à combattre "sans arrière-pensées", sans "faire de l'islam le sujet des mois à venir".

Sabine Verhest

"Le burkini a quelque chose de profondément archaïque."

LAURENCE ROSSIGNOL
Ministre française des Droits des femmes sur Europe 1.